



Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20190624-RAP-S3-078		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
SAS CMCA 2 avenue Tony Garnier 69007 LYON		S3IC 101.00104 Priorité <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input checked="" type="checkbox"/> Autre DREAL <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC
Activité principale : Exploitation de carrières		
Date du contrôle : 28 mai 2019		
Inspecteur(s) : Patricia VIVONA		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection approfondie <input checked="" type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du		<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :
Thème(s) du contrôle		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) <ul style="list-style-type: none"> • zone d'extraction, • installation de traitement des eaux de lavage, • zone de stockage des matériaux. 		
Référentiel(s) du contrôle <ul style="list-style-type: none"> • Arrêté préfectoral d'autorisation du 24 juin 2003 ; • Arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 ; • Code de l'environnement. 		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M. SICAMOIS Emmanuel M. ROLLOT François M. LEGENDRE Christophe Mme DUMONTEL Eva	Carrières de Loyettes	Chef de bassin Carrières Responsable de secteur Directeur technique – Chef de carrière Responsable foncier
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input checked="" type="checkbox"/>	

Constats de l'inspection

1. Contexte

Par arrêté préfectoral du 24 juin 2003, la société CMCA a été autorisée à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires hors d'eau et en eau, sur la commune de LOYETTES.
L'autorisation a été accordée pour une durée de 25 ans.

2. Constatations lors de la visite du 28 mai 2019

2.1. Article 7.5 et annexes « Phasage de l'exploitation » et « Garanties financières » de l'AP du 24/06/2003 – Conduite de l'exploitation

L'exploitation du site est en retard sur le phasage. En effet, elle en est à la fin de la phase 2 au lieu du début de la phase 4. En effet, la production est de l'ordre de moins de 200 000 tonnes en moyenne par an (déclaration GERP 2018 : 190 000 tonnes), pour une production moyenne autorisée à 350 000 tonnes/an.

Constat N° 1		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 7.5 et annexe « Phasage de l'exploitation » et « Garanties financières » de l'arrêté d'autorisation du 24/06/2003	Tout au long de la durée de vie de l'exploitation
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non-conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		
L'exploitant peut demander la modification de son phasage au regard de la conduite d'exploitation actuelle. Dans cette hypothèse, les garanties financières seraient à recalculer. Néanmoins, l'exploitant vérifiera si l'exploitation actuelle n'a pas conduit à une augmentation de ses garanties financières. À noter que l'exploitant est à jour de son cautionnement.		

2.2. Article 14.1 de l'AP du 24/06/2003 – Bruits

Les dernières mesures des niveaux sonores dans l'environnement ont été réalisées le 17/10/2016. Trois points en limite de site ont été identifiés. Aucune non-conformité n'a été relevée.

En revanche, il s'avère qu'aucun point de mesure n'a été réalisé en zone à émergence réglementée (ZER) et les sources de bruit n'ont pas été clairement identifiées dans le rapport d'analyses.

Constat N°2		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 14.1 de l'arrêté d'autorisation du 24/06/2003	Prochaines mesures
<input checked="" type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non-conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		
Nous rappelons que des mesures en ZER doivent être réalisées et que les sources de bruit doivent être identifiées et localisées.		
Ces éléments seront pris en compte lors de la prochaine campagne de mesures.		

2.3. Article 10.3.2 de l'AP du 24/06/2003 – Eaux de la nappe

Trois piézomètres sont identifiés sur le site (l'arrêté en prescrit deux), un en amont un en aval et un qui se situe droit de l'installation de traitement.

Les dernières analyses vérifiées (2^e semestre 2018 et 1^{er} semestre 2019) n'ont pas mis en évidence de non-conformité.

Pas d'observation.

2.4. Article 10.3.1 de l'AP du 24/06/2003 – Eaux de procédés des installations

L'inspection a observé qu'une accumulation d'eau avait lieu au pied de la station de traitement des eaux de lavage.
L'exploitant a expliqué qu'il s'agit d'eau de la station lorsqu'elle est purgée.

Constat N° 3		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 10.3.1 de l'arrêté d'autorisation du 24/06/2003	6 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input checked="" type="checkbox"/> Non-conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		
L'inspection rappelle que les eaux de procédés sont intégralement recyclées. En ce sens, l'eau purgée ne doit pas être rejetée dans le milieu naturel, mais recyclée.		

3. Autres constatations lors de la visite du 28 mai 2019

3.1. Article 8.1 de l'AP du 24/06/2003 – Remise en état – Partie Sud

L'exploitant a indiqué à l'inspection que l'épaisseur de terre végétale à régaler dans le cadre de la remise en état ne pouvait être de 0,90 m. Il précise que la terre végétale enlevée n'a pas cette épaisseur. Elle correspond plutôt à 0,30 / 0,40 m.

Constat N° 4		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 8.1 de l'arrêté d'autorisation du 24/06/2003	
<input checked="" type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non-conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		
Lors de la remise en état définitive, l'exploitant devra justifier l'écart entre l'arrêté préfectoral et la réalité du site en ce qui concerne l'épaisseur de la terre végétale. Il peut être envisagé de modifier cette prescription dans le cadre du PAC indiqué au point 3.2 ci-après. Cette demande sera explicitée.		

3.2. Article 8.3 de l'AP du 24/06/2003 – Remblayage

L'exploitant envisage de remblayer la carrière. Il devrait déposer un porté à connaissance (PAC) au Préfet de l'Ain présentant une demande de modification des conditions d'exploitation ainsi que des conditions de remise en état.

Suites données par l'inspection

- ☒ Observations ou non conformités à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) :

Synthèse des suites :

Cette visite a permis de relever des points faisant l'objet de non-conformité et d'observations. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

Le 27 juin 2019

L'inspecteur de l'environnement,



Patricia Vivona

Le 27/6/2019

Vu, vérifié, approuvé pour monsieur le Préfet
du département de l'Ain
Pour la directrice et par délégation,

le chef de l'unité départementale,



Patrick MARZIN